

Contrainte religieuse et contrainte politique en Israël

Philippe Velilla

Contrairement à une opinion répandue, Israël n'est pas un État théocratique. Le type de rapports entretenus entre les institutions et les religions conduit plutôt à qualifier Israël d'État multiconfessionnel¹ : un ministère des cultes est chargé des relations avec les 14 communautés religieuses. Le judaïsme, l'islam, la religion druze et une dizaine d'autres obédiences, notamment les différentes églises chrétiennes², sont reconnus par l'État et reçoivent des subventions publiques. Mais bien évidemment, c'est le judaïsme qui exerce la plus forte influence. D'une part, une véritable contrainte religieuse s'exerce sur la société, et d'autre part le système électoral démultiplie l'influence des partis religieux dans la vie politique.

Les hommes en noir³

Les communautés ultra-orthodoxes qui représentent environ 10 % de la population sont en rapide expansion du fait d'une forte natalité⁴. Le système scolaire qui accueille les enfants de ce public regroupe déjà 23 % des écoliers du pays. En toute logique, cette population devrait voir ses effectifs doubler en une génération. Mais cette tendance pourrait être atténuée par

1. Denis Charbit, *Israël et ses paradoxes*, Le Cavalier Bleu, 2015.

2. Selon le ministère des Affaires étrangères d'Israël, pour environ 8,5 millions d'habitants en 2016, on recensait 75,4 % de Juifs, 16,9 % de Musulmans, 2,1 % de Chrétiens, et 1,7 % de Druzes. Il faut également mentionner l'existence de toutes petites obédiences comme la communauté Baháï.

3. Ilan Greilsammer, *Les Hommes en noir*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991.

4. Le taux de fécondité des femmes ultra-orthodoxes atteint 6,9, soit plus du double de celui de la population juive totale (3,1). Source : Israeli Democracy Institute, *Statistical Report on Ultra-Orthodox Society in Israel*, 2016.

deux phénomènes intéressants à observer. Le premier est celui d'une plus grande participation des hommes ultra-orthodoxes au marché du travail, alors que jusque-là, la plupart d'entre eux se consacraient entièrement à l'étude de la Torah. À ce titre, l'année 2015 peut être considérée comme historique, puisqu'elle a vu une majorité (53 %) des hommes ultra-orthodoxes exercer une activité professionnelle, ce qui était déjà le cas de leurs épouses dont les revenus du travail venaient s'ajouter aux prestations sociales. Cette meilleure insertion dans le monde du travail, et son corollaire, une moindre dépendance à l'égard des allocations familiales, pourraient freiner la natalité. Une autre évolution bouscule le monde des hommes en noir : des ultra-orthodoxes, particulièrement des jeunes, quittent leur communauté¹. L'avenir de ce mouvement, en expansion et qui concernerait déjà un peu plus d'un millier d'individus chaque année, est cependant incertain.

À l'origine, les Juifs ultra-orthodoxes, dans leur immense majorité, étaient hostiles au sionisme : la création d'un État juif en terre d'Israël avant la venue du Messie était perçue comme une hérésie. Aujourd'hui encore, les partis religieux ultra-orthodoxes affichent un antisionisme de principe, mais ils siègent au gouvernement. Cette participation présente bien des avantages, notamment sur le plan financier. Yahadout HaTorah et Shas conditionnent leur soutien au gouvernement à l'octroi de bourses pour les étudiants des *yeshivas*, de subventions pour leurs associations caritatives, leurs réseaux scolaires... En d'autres termes, l'antisionisme des partis ultra-orthodoxes est largement atténué par leur vision « instrumentale » (Ilan Greilsammer) de l'État. Les avantages obtenus par les ultra-orthodoxes ne sont pas récents. David Ben Gourion dans une lettre du 19 juin 1947, s'engageait à ce que dans le futur État, le Shabbat soit le jour de repos légal, que la *cacherout* soit respectée dans toutes les cuisines publiques, que le rabbinat contrôle le statut des personnes, et que le secteur scolaire ultra-orthodoxe garde son autonomie. Ces concessions, qui ont été suivies d'autres, impliquent d'importantes conséquences dans la vie quotidienne des Israéliens. En pratique, les tribunaux rabbiniques gèrent les mariages et les divorces, ce qui aboutit à une interdiction de fait des mariages laïques et des mariages mixtes². Le rabbinat orthodoxe contrôle

1. Florence Heymann, *Les Déserteurs de Dieu*, Grasset, 2015.

2. Plus généralement, la loi israélienne confie les mariages aux différentes communautés religieuses : les mariages entre juifs relèvent des tribunaux rabbiniques, mais les chrétiens et les musulmans relèvent de leurs instances religieuses respectives.

aussi les conversions. Plus encore, l'exemption du service militaire, qui ne concernait à l'origine que 400 garçons, bénéficie aujourd'hui à plusieurs milliers d'entre eux chaque année.

Sous la kippa tricotée, la politique

À la différence des ultra-orthodoxes, les hommes qui portent une kippa tricotée et leurs épouses participent activement à la vie du pays, et ce depuis l'origine. Rompant avec l'antisionisme de l'ultra-orthodoxie dès le début du XX^e siècle, tout un courant religieux, à l'instigation du Grand-Rabbin Avraham Isaac Kook (1865-1935), interpréta la création de l'État d'Israël comme préfigurant la Rédemption : loin d'être incompatible avec la religion, le sionisme devait permettre au peuple juif d'assumer sa « vocation divine ». Sur cette base, les sionistes religieux surent construire un compromis avec les sionistes laïcs. Leur parti, le *Mafdal* (ou Parti religieux-national) participa à tous les gouvernements travaillistes depuis la fondation de l'État. Après la guerre des Six Jours en 1967, ses relations avec la gauche se dégradèrent, la question de l'avenir des territoires occupés devenant un sujet de conflit. Le Mafdal saisit un prétexte en 1977 pour mettre fin à son alliance avec la gauche et privilégier des alliances avec la droite. Cela ne signifie pas que tous les sionistes religieux soient de droite. Il y a encore parmi les porteurs de la kippa tricotée des électeurs des partis de gauche et des adhérents des mouvements pacifistes. Mais le pluralisme du sionisme religieux est un leurre : seules quelques individualités affichent des positions ouvertes au sein d'un courant de plus en plus monolithique, mais dont l'influence ne cesse de croître. D'abord parce que les porteurs de la kippa tricotée et leurs femmes font preuve de nombre de qualités. Ils sont dotés d'une solide formation idéologique : le sionisme religieux fondé sur l'alliance entre le peuple d'Israël, la Torah d'Israël et la terre d'Israël présente une réelle cohérence intellectuelle.

Cette idéologie est transmise grâce à un travail d'éducation intense pour lequel le mouvement a établi des institutions solides. Disposant d'un réseau scolaire public, le secteur public-religieux (*mamlakhti-dati*), le mouvement est dominant dans une université de bon niveau, Bar-Ilan (près de Tel-Aviv), et a mis en place tout un réseau de yeshivas dont certaines combinent études talmudiques et service militaire (*yeshivot hesder*). Par ailleurs, un mouvement de jeunesse, le *Bné Akiva*, organise pour les enfants et les ado-

lescents des activités de loisirs et des camps de vacances avec un contenu idéologique affiché. De ce point de vue, le succès du sionisme religieux peut être compris comme la récompense de cet effort continu en faveur de l'éducation. Par ailleurs, le comportement individuel des personnes formées à cette école inspire le plus souvent un sentiment de respect dans la population israélienne. Loin de jouer les donneurs de leçons comme le font les ultra-orthodoxes, les sionistes religieux fondent leurs rapports avec leurs concitoyens non religieux sur la tolérance et l'ouverture. Ils apportent aussi un soutien important aux populations défavorisées, et font souvent preuve d'un désintérêt qui contraste avec le matérialisme de la société qui les entoure. L'influence du sionisme religieux est de plus en plus visible dans nombre de secteurs et d'abord à l'armée¹. Dans tous les services de sécurité, leur présence est visible : le chef du Mossad, Yossi Cohen, est issu d'une famille religieuse et a été élève de yeshiva, et Roni Alsheikh, chef de la police, porte la kippa tricotée. Car, poussés par leurs rabbins et leurs leaders, les jeunes sionistes-religieux entendent bien prendre des responsabilités dans la société israélienne où pendant longtemps leur influence était limitée. À cet égard, on a pu parler d'une stratégie d'entrisme. Organisé ou non, le mouvement est désormais très visible dans bien des secteurs de la vie publique (ministères, radio-télévision ...). Nombre d'observateurs considèrent que cette montée en puissance du sionisme religieux va conduire à une hégémonie idéologique mise en valeur par cette nouvelle élite. Même en dehors de toute volonté politique, l'impact du sionisme religieux dans la société ira croissant, notamment pour des raisons démographiques. La population sioniste-religieuse connaît une forte natalité. Cette évolution est perceptible dans l'ensemble du pays², et plus encore en Cisjordanie.

1. Selon Charles Enderlin, les sionistes-religieux, qui ne représentaient que 2,5% des officiers d'infanterie en 1990, sont en passe de devenir majoritaires dans ce corps d'armée, notamment (*Au nom du Temple*, Seuil, 2013).

2. On dispose d'une indication avec les chiffres d'affiliation aux mouvements de jeunesse. Celui du courant sioniste-religieux, le *Bné Akiva*, connaît la plus forte progression : il représente 21,3% du total des effectifs des mouvements, avec plus de 56 000 membres dont le nombre a cru de 88% au cours des dix dernières années (Source : *Actualité juive*, 11 mars 2016).

Le Kulturkampf israélien

Les Juifs israélins se définissent souvent par rapport à leur degré de pratique religieuse¹ : laïcs, traditionalistes, sionistes-religieux ou ultra-orthodoxes. Le *Kulturkampf*² est le combat culturel qui oppose depuis toujours les hommes en noir à la majorité des Israélins, en particulier à ceux se déclarant laïcs³ qui, au regard de la puissance acquise par l'ultra-orthodoxie, ont le sentiment de vivre dans une forteresse assiégée. Non sans raison. L'immobilisme institutionnel censé gouverner les rapports entre l'État et la religion – le statu quo – masque une évolution qui va constamment dans le sens souhaité par les partis ultra-orthodoxes. En 70 ans, la « contrainte religieuse » s'est renforcée.

Il y a d'abord des thèmes classiques de l'affrontement entre laïcs et religieux. Le premier est celui du Shabbat. Les partis ultra-orthodoxes conditionnent souvent leurs votes à la Knesset à un respect du Shabbat de plus en plus complet avec l'arrêt des transports publics, la fermeture de la plupart des commerces et des lieux de loisirs... Les projets de compromis avancés, comme celui de la fermeture des commerces et l'ouverture des lieux de loisirs dont l'objet n'est pas seulement lucratif, se sont heurtés à un refus catégorique de la part des partis ultra-orthodoxes. En janvier 2018, un projet de loi controversé visant à interdire l'ouverture des commerces de proximité pendant le Shabbat a été adopté à une très faible majorité par le Parlement israélien après des semaines de rebondissements et de divisions. Le texte prévoit de donner au ministère de l'Intérieur la possibilité de rejeter les ordonnances locales relatives à l'ouverture des commerces le jour du Shabbat. Bien que la loi fasse une exception pour Tel Aviv, où le mode de vie est particulièrement laïque,

1. 75 % des Israélins sont juifs, et 80 % d'entre eux déclarent être croyants. Mais leur pratique se situe à des degrés très divers. Pour simplifier, il y a un quart de stricts pratiquants (se partageant pour moitié entre ultra-orthodoxes et sionistes religieux) ; un quart de traditionalistes très attachés à la pratique (respect de la *cacherout*, du Shabbat et des fêtes), un autre quart moins traditionaliste (respect des principales fêtes), et un quart d'athées qui disent ne rien faire du point de vue religieux. Notons tout de même que la plupart de ces derniers font circoncire leurs garçons (Spinoza pensait que cela suffisait à assurer la pérennité du peuple juif), se marient à la synagogue, et célèbrent les principales fêtes par des repas de famille... coutumes qui les feraient désigner comme pratiquants dans d'autres religions.

2. Le mot désigne à l'origine le combat de Bismarck contre l'influence de l'Église catholique dans les années 1870 en Allemagne.

3. Voir l'étude basée sur l'autodéfinition, *7 key findings about religion and politics in Israel*, réalisée en 2016 par le Pew Research Center (en anglais).

son application a déjà conduit à des affrontements, notamment à Ashdod, où des commerces ouverts le Shabbat ont été sanctionnés, et où les laïcs ont organisé des manifestations pour défendre leur ouverture.

Le second thème classique d'affrontement entre laïcs et religieux vise le monopole du Grand-Rabbinat d'Israël aujourd'hui occupé par des ultra-orthodoxes. À la tête de ce combat, on trouve les Israéliens qui pratiquent la religion dans les mouvements libéraux (*liberal* ou *reformed*) et traditionalistes (*massorti* ou *conservative*). Cette contestation a souvent été bien accueillie par la Cour suprême qui a décidé, par des décisions retentissantes, que les rabbins appartenant à ces courants pouvaient également être rémunérés par l'État, ou encore que les femmes *liberal* ou *conservative* pouvaient utiliser les bains rituels contrôlés par le Grand-Rabbinat. Par ailleurs, le compromis approuvé par le gouvernement sur la question des prières mixtes au mur des Lamentations (*Kotel*) a été remis en cause et a provoqué une crise avec le judaïsme américain. La délicate question des conversions alimente régulièrement la polémique, toutes celles célébrées à l'étranger étant reconnues, alors qu'en Israël, le Grand-Rabbinat en conserve le contrôle. En dehors des mouvements libéraux et traditionalistes, une fraction non militante du public conteste aussi dans les faits le monopole du Grand-Rabbinat, en se mariant à l'étranger (à Chypre ou en Grèce), ces unions étant reconnues par l'État d'Israël. On peut aussi noter dans la dernière période la mise en place au sein même du rabbinat orthodoxe d'un service de *cacherout* indépendant (une tentative du même type avait déjà été faite dans le domaine des conversions).

Un combat contre les priviléges

Le *Kulturkampf* n'a pas qu'une dimension religieuse. Nombre d'Israéliens laïcs et même pratiquants s'opposent aux priviléges obtenus par le public ultra-orthodoxe, et d'abord à l'assistanat : alors que les étudiants à l'université doivent payer leur scolarité (environ 12 000 shekels soit 3 000 euros par an), la plupart des étudiants de yeshiva reçoivent une bourse (de l'ordre de 1 000 shekels, soit environ 250 euros par mois pour les célibataires). Cette inégalité de traitement est d'autant plus mal vécue que la majorité des jeunes entrent à l'université après avoir effectué leur service militaire, alors que, on l'a vu, les étudiants de yeshiva en sont dispensés. Pour toutes ces raisons, les ultra-orthodoxes concentrent les critiques d'une majorité d'Israéliens qui leur reprochent de ne pas « prendre leur part du fardeau ».

De ce fait, le *Kulturkampf* a aujourd’hui une dimension autant sociale que culturelle. Et cela sur deux plans. Il s’agit d’abord de la participation au marché du travail qui se heurte à une difficulté majeure : ayant suivi des études où l’apprentissage des matières fondamentales est souvent inexistant, et quasiment absents des universités, les hommes harédis sont difficilement employables. La précédente coalition (2013-2015), dont les partis ultra-orthodoxes étaient absents, avait réussi à faire adopter le principe que seules les écoles offrant aux élèves un enseignement de base (anglais, mathématiques et sciences) pourraient recevoir des fonds publics. Mais de retour au gouvernement, les partis ultra-orthodoxes ont obtenu le démantèlement de ce dispositif. Dans le même temps, pour prix de leur participation à la coalition, les ultra-orthodoxes ont réussi à faire passer les crédits accordés aux yeshivas de 500 millions à 1,1 milliard de shekels (environ 260 millions d’euros). De ce fait, en 2016, la part des hommes ultra-orthodoxes participant au marché du travail est redescendue à 51 %.

Il y a ensuite l’attitude vis-à-vis de l’armée. Deux questions sont posées. D’une part, la participation des ultra-orthodoxes au service militaire. La dispense du service militaire pour les élèves de yeshivas, on l’a vu, existe depuis la création de l’État. Mais elle est régulièrement remise en question, ravivant les tensions sur un sujet qui cristallise depuis des années les dissensions entre laïcs et religieux. En 2014, une loi appelée « partage du fardeau » a failli y mettre un terme. Mais la communauté ultra-orthodoxe a réussi à faire reculer le gouvernement, avec un amendement voté en 2015. Cet amendement à la loi a été annulé par la Cour suprême sur la base du principe d’égalité. Les députés ultra-orthodoxes ont fait de l’adoption d’un nouveau texte rétablissant l’exemption la condition de leur soutien aux lois présentées par la coalition, mettant ainsi en péril l’existence du gouvernement.

Une autre difficulté est soulevée dans le monde sioniste-religieux, plusieurs rabbins ayant pris position contre la mixité dans les unités combattantes.

Les ravages de la proportionnelle intégrale

Le système électoral israélien, celui d’une représentation proportionnelle intégrale, favorise le poids des petits partis : sans eux, il est impossible de former une coalition gouvernementale. Ce qu’ont parfaitement compris les partis ultra-orthodoxes qui n’ont cessé de confirmer leur poids électoral et disposent aujourd’hui d’une représentation parlementaire importante. C’est vrai pour les ultra-orthodoxes ashkénazes de *Yahadout HaTorah* (le Judaïsme de la Torah) qui

comptaient 4 députés en 1992 et en 1996, 5 en 1999, 5 en 2003, 6 en 2006 en 2009, 7 en 2013 et 6 en 2015. À l'heure actuelle, les enquêtes le créditent de 7 sièges. C'est déjà plus que Shas. Le parti ultra-orthodoxe séfarade qui avait fait son apparition sur la scène parlementaire avec 4 sièges en 1984 avait atteint jusqu'à 17 sièges en 1999. Depuis, les sondages lui accordent moins que sa représentation actuelle (7 sièges), et, compte tenu du seuil d'éligibilité qui a été rehaussé à 3,25 %, Shas est à l'heure actuelle en situation de survie. Les raisons de ce déclin sont multiples : la disparition du Grand-Rabbin Ovadia Yosef, mentor de Shas, et l'isolement de plus en plus grand d'Arieh Déri, leader historique du parti, à nouveau objet d'une enquête pour plusieurs affaires de corruption. Plus profondément, le parti Shas, qui jouait un rôle social important auprès des populations séfarades défavorisées se voit concurrencé sur ce terrain par le Likoud dans les quartiers pauvres et les villes de développement.

Cet électorat, désormais plus « disponible », surtout en cas de disparition de Shas de la scène parlementaire, est également courtisé par *HaBaït HaYéoudi* (Le Foyer juif). Ce parti, héritier du vieux Mafdal, cherche en effet à élargir sa base électorale encore très marquée par ses origines ashkénazes et son influence dans les territoires (voir *infra*). Son leader, Naftali Benet, en choisissant comme numéro deux une laïque (Ayelet Shaked), a montré cette volonté d'ouverture sociologique (mais non idéologique). Plus largement, sa représentation parlementaire (8 sièges en 2015) est étroitement liée au rapport de forces entre les partis de droite. On note en particulier un phénomène de vases communicants entre le Likoud et le sionisme religieux pour deux séries de raisons. D'une part, au sein du Likoud, le poids pris par la religion est allé croissant, et nombreux sont les porteurs de la kippa tricotée parmi ses militants et ses dirigeants. D'autre part, un véritable rapprochement idéologique existe, en particulier sur la question de l'avenir des territoires : en décembre 2017, le comité central du Likoud s'est prononcé à l'unanimité pour l'annexion de la Cisjordanie.

La religion et les territoires

Aujourd'hui, sur les quelque 400 000 Israéliens vivant au-delà de la Ligne Verte dans les 134 colonies reconnues par le gouvernement israélien, la population sioniste-religieuse compte largement plus de 100 000 personnes et est majoritaire dans la moitié des implantations. Très logiquement, le parti dominant en Cisjordanie est le parti *HaBaït HaYéoudi*. S'exprimant de moins en moins sur les questions religieuses, et de plus en plus sur celles de la sécurité et de l'avenir des territoires occupés, ce parti peut être considéré comme celui des colons, et

du reste, nombre de ses militants, de ses dirigeants, et de ses élus habitent en Cisjordanie. Lors des élections du 17 mars 2015, *HaBaït HaYéoudi* a obtenu 25 % des suffrages, alors qu'au niveau national, il devait se contenter de moins de 7 % (8 députés). *Yahadout HaTorah* obtient aussi des scores importants en Cisjordanie, en raison de la composition de la population de huit colonies ultra-orthodoxes : en 2015, ce parti obtint dans l'ensemble de la Cisjordanie 17 % des suffrages, contre 5 % au niveau national. Cette situation a des conséquences politiques importantes : alors que l'idéologie de *Yahadout HaTorah*, centrée sur le respect des commandements divins, ne devrait pas faire une grande place à la colonisation, l'intérêt électoral du parti le conduit à se défier de toute évolution du statut de la Cisjordanie. Shas, qui n'a guère d'électeurs en Cisjordanie, pourrait avoir une attitude plus ouverte sur ces questions. Du reste, le Grand-Rabbin Ovadia Yosef avait pendant un temps défendu des positions colombe au nom de la « sainteté de la vie ». Mais le public de Shas est très nationaliste : les sondages effectués dans les années quatre-vingt-dix montraient que de tous les électorats, celui de Shas était le plus hostile aux accords d'Oslo.

Au total, le poids des partis religieux ne cesse de peser sur la vie des Israéliens. C'était déjà le cas depuis longtemps pour tous les sujets touchant de près ou de loin à la religion. Cela l'est désormais pour l'agenda du gouvernement en politique intérieure et même en politique internationale : toute concession allant dans le sens de la solution à deux États est présentée comme autant de renoncements à la terre du peuple juif, à un abandon de la patrie. Et comme le soutien de ces partis est souvent indispensable à la stabilité gouvernementale, leur discours reste souvent sans réponse... et gagne en influence de part et d'autre de la Ligne verte.